



## Chapitre I

# GÉNÉALOGIE DES RELATIONS SINO-AFRICAINES

Au VIII<sup>e</sup> siècle, la note d'une rencontre s'étant produite entre un Chinois et le continent africain est celle d'un officier de la dynastie Tang (618-907) nommé Du Huan qui fut capturé par l'armée arabe lors de la célèbre bataille de la rivière Talas en 751<sup>1</sup>. Il disparut dans les dominions du califat Abbasside pour réapparaître en Chine une dizaine d'années après, où il publia les souvenirs de ses voyages. Un passage de ses mémoires fait mention d'un pays appelé « *Molin* » qu'il atteignit après la traversée du « grand désert » dans une direction sud-ouest en partant du Levant. « *Molin* » était alors habité par des Noirs. Les opinions diffèrent quant à la localisation actuelle de « *Molin* » ; certaines suggèrent Maghrib, Malindi, Mendi, Méroé, Aksum, etc.<sup>2</sup>.

L'essor maritime du monde islamique dans l'océan Indien et en Asie orientale forcera un contact entre l'Afrique et la Chine. En effet, les trafics entre les côtes de Chine et l'océan Indien portent sur les produits de luxe : ivoire, encens, cornes de rhinocéros, cuivre, esclaves noirs à l'arrivée en Chine, soieries, épices, porcelaines fabriquées principalement au départ du Fujian<sup>3</sup>. À l'époque des Song (960-1279), la présence d'esclaves n'avait plus rien d'exceptionnel. On commence à les retrouver dans les notes de quelques

1. Jacques Gernet, *Le Monde chinois : de l'âge de bronze au Moyen Âge*, Paris, Pocket, 2006 (1972), p. 360.
2. Li Anshan, *Feizhou Huaqiao Huaren Shi* (A history of Chinese overseas in Africa), 2000, Beijing, Overseas Chinese Publishing House, p. 49-50.
3. Jacques Gernet, *Le Monde chinois, op. cit.*, p. 361.

documents. Les sources précisent qu'ils viennent de « *Kunlun Zengji* », un nom qui fait référence probablement à Madagascar d'aujourd'hui et aux îles adjacentes des Comores mais qui semble également être la combinaison d'un terme chinois et arabe pour « noir<sup>1</sup> ». Cependant, d'autres auteurs, à l'instar de Jacques Gernet, font correspondre Kunlun à la Malaisie actuelle.

Pendant longtemps, seuls quelques rares commerçants et quelques voyageurs chinois s'étaient rendus sur la côte orientale de l'Afrique. En 988, des dignitaires chinois furent envoyés par l'empereur Taizong en Afrique. Ces personnages officiels étaient porteurs de cadeaux pour convaincre les Africains de poursuivre le commerce avec leur pays. Démarche rendue nécessaire pour assurer la rentrée de taxes douanières dont le Trésor impérial était avide<sup>2</sup>. Quelques siècles plus tard, le « grand voyageur africain » de la dynastie Yuan (1271-1368) Ibn Battuta visita la Chine et laissa une description détaillée de la vie métropolitaine. Ibn Battuta se rendit en Chine en 1346 comme en témoignent les notes sur les différents aspects de la vie : architecture, usages et coutumes, vie économique et système monétaire, transport, produits locaux, système judiciaire, et vie politique<sup>3</sup>.

Cette période est très peu évoquée du fait de la rareté de sources mais aussi du fait de l'impact négligeable qu'il a sur le plan symbolique. Il n'en est pas de même de celle qui s'ouvrira avec les expéditions menées sous l'impulsion de la dynastie des Ming.

Au début du XV<sup>e</sup> siècle, l'empire des Ming (1368-1644) entreprend les plus imposantes expéditions maritimes jamais réalisées jusqu'alors. Les plus célèbres expéditions maritimes officielles sont les sept grands voyages maritimes entrepris par l'amiral Zheng He entre 1405 et 1433. Composées parfois de centaines de bateaux et de milliers d'hommes, ces flottes ont navigué d'un port à l'autre, de Malacca ou Ceylan jusqu'à l'entrée de la mer Rouge ou l'île de Zanzibar<sup>4</sup>. L'un des navires revint avec

---

1. Philip Snow, *The Star Raft: China's Encounter with Africa*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1988, p. 18.

2. Lire Philippe Richer, *L'Offensive chinoise en Afrique*, Paris, Karthala, 2008.

3. Pour un récit détaillé des voyages du berbère marocain Ibn Battuta, voir Ross Dunn, *The Adventures of Ibn Battuta*, Berkeley, University of California Press, 1989.

4. Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1991, p. 35.

des girafes d'Afrique orientale destinées à distraire l'empereur de Chine. Deux témoins des expéditions ont laissé des détails sur les mœurs et les richesses des pays visités : Ma Huan (1433) et Fei Xin (1436<sup>1</sup>).

Les voyages des Ming avaient pour but de tisser une toile de reconnaissance diplomatique mais étaient aussi une quête de nouvelles voies commerciales. Zheng He et ses hommes naviguèrent dans l'océan Indien à la recherche de produits de luxe pour la consommation de la cour impériale et la vente. Ces « navires aux trésors » transportaient aussi des produits chinois (soie, porcelaine) destinés à l'exportation en raison de la saturation du marché intérieur. C'est ainsi qu'une girafe arriva à Pékin au début de la deuxième décennie du XV<sup>e</sup> siècle. En 1416, un an après le retour de Zheng He en Chine, des émissaires de Mogadisho ainsi que des représentants de Brava arrivèrent à la cour impériale de Chine. Ces visiteurs de trois différents territoires africains, Malindi, Mogadisho et Brava avaient alors fait le long périple pour se rendre au trône de l'empereur des Ming. L'Afrique était ainsi la destination du cinquième grand voyage de 1417-9.

Deux autres voyages suivirent, le sixième de 1421-2 et le septième de 1431-3. Les notes font penser que les chinois passèrent la majeure partie du temps dans la pointe nord de la côte, ce qui est la Somalie actuelle. À la différence des Européens arrivés en Afrique soixante-dix ans plus tard, les Chinois n'ont, semble-t-il, jamais fait usage de leur force alors que d'après ce que les historiens et les archéologues peuvent nous apprendre, la taille et la puissance de leurs navires étaient nettement supérieures à ceux des Européens<sup>2</sup>. Ils recherchaient, semble-t-il, une forme d'allégeance symbolique à la vision chinoise du monde. Mais l'expédition de 1433 est la dernière de la série, et trois ans plus tard, un édit impérial interdit la construction de navires de haute mer. En se retirant de l'Afrique, les Chinois rejetaient aussi le monde extérieur. Les portes de la Chine se fermèrent durant quatre cents ans, jusqu'à ce que les Européens en forcèrent l'ouverture au XIX<sup>e</sup> siècle afin d'établir leurs « sphères d'influence ». Au même moment, dans les contrées africaines avait lieu le « partage de l'Afrique ».

- 
1. Li Anshan, *Feizhou Huaqiao Huaren Shi (A History of Chinese Overseas in Africa)*, *op. cit.*, p. 49-50.
  2. Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, *op. cit.*, p. 35-37 ; Fareed Zakaria, *The Post-American World*, New York, Norton & Company, 2008, p. 49-50.

## L'offensive idéologique des années maoïstes

La prospérité de l'ère coloniale en Afrique et, l'ouverture forcée suivie d'une longue période d'instabilité interne en Chine ont limité les contacts entre les deux régions. Au début des années 1950, la Chine étant pacifiée, l'autorité du PCC se consolide progressivement. C'est dans ce contexte que le pays entreprit sa reconstruction et l'élargissement de ses relations extérieures. Jusqu'à la conférence de Bandung, les contacts avec les Africains furent réduits et sporadiques. Les seuls pays indépendants (Égypte, Éthiopie, Liberia et Libye) ne reconnaissaient pas la Chine. Les commentaires chinois sur la situation africaine étaient tout aussi rarissimes.

La conférence Afro-Asiatique qui se tient du 18-24 avril 1955 en Indonésie est considérée comme l'acte de naissance du « tiers-monde ». Six des vingt-neuf pays représentés sont africains : Égypte, Éthiopie, *Gold Coast* (Ghana actuel), Liberia, Libye et Soudan. La conférence présente un double objectif : le premier est d'encourager le processus de décolonisation presque achevée en Asie en 1955, mais à peine amorcé en Afrique ; le second est d'éviter que la guerre froide n'aliène l'indépendance nouvelle des États d'Asie et d'Afrique. La conférence condamne à l'unanimité le colonialisme et affirme aussi d'autres principes comme la non-agression et la coexistence pacifique. Ils soutiennent ainsi les mouvements nationalistes marocain, algérien et tunisien. Un an après sa défaite à Diên Biên Phu, la France reste sur le banc des accusés. Après Bandung, Pékin s'intéresse davantage aux questions africaines, engouement qui va conduire à l'établissement des relations diplomatiques avec l'Égypte le 30 mai 1956, soit près de deux mois avant la décision du président Gamal Abdel Nasser de nationaliser le canal de Suez<sup>1</sup>.

### Débuts et premiers revers (1956-1971)

La nationalisation du canal de Suez fut la première crise africaine dans laquelle Pékin s'investit ouvertement. Soutenant promptement la décision du président égyptien, le gouvernement chinois a assuré qu'il poursuivrait

1. Bruce Larkin, *China and Africa, 1949-1970*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 24

ses échanges commerciaux avec l'Égypte en dépit du durcissement de la position britannique et française. La question de Suez représentait en effet un interstice permettant à la Chine d'accroître son influence dans la région d'abord, et à travers l'ensemble du continent par la suite. Après l'issue pacifique de la crise de Suez, la tenue d'une conférence exaltant l'esprit de Bandung se déroula en Afrique. Mais à la différence de Bandung, la conférence du Caire (décembre 1957-janvier 1958) était non gouvernementale<sup>1</sup>. Elle fut organisée par les comités de la « Solidarité Afro-Asiatique » dans plusieurs pays, notamment en Chine, en Union soviétique et en Inde. La Chine avait dès ce moment un excellent forum où elle pouvait faire fructifier les vœux de « solidarité » partagés avec les peuples africains. Trois ans avant l'officialisation de la rupture sino-soviétique, on pouvait d'ores et déjà percevoir une profonde divergence dans les approches idéologiques soviétique et chinoise envers le continent. De fait, tandis que les premiers insistaient sur leur capacité à accorder des aides économiques et présentaient le barrage d'Assouan comme l'exemple par excellence ; les seconds, incapables de concurrencer en termes financiers, parlaient au cœur, aux esprits et à la conscience raciale des Africains<sup>2</sup>.

Le rapprochement sino-africain se consolidera à l'occasion de la conférence internationale qui réunira, du 1<sup>er</sup> au 6 septembre 1961, un tiers-monde décomplexé et résolument déterminé à faire entendre sa voix dans un monde en plein chamboulement. À l'initiative du yougoslave Tito mais aussi de l'Égyptien Nasser et de l'Indien Nehru, c'est à Belgrade que naît le Mouvement des non-alignés (MNA). La conférence de Belgrade, sur le prolongement de Bandung, ne cherche pas à constituer un troisième bloc puisqu'ils rejettent précisément le système des blocs ; elle prône la coexistence pacifique déjà affirmée à Bandung, le refus des alliances militaires collectives et le soutien aux mouvements de libération nationale.

La guerre d'Algérie va donner à la Chine une autre occasion de revendiquer une place et un rôle sur l'échiquier continental. À partir de 1957 quand on commence à évoquer la possibilité d'indépendance de l'Algérie, la Chine s'intéresse de très près à cette question. Le Front de libération

---

1. L'organisation de la solidarité des peuples Afro-Asiatiques (AAPSO) a été fondée en 1957 et siège au Caire.

2. John K. Cooley, *East Wind over Africa*, New York, Walker and Company, 1965, p. 16.

nationale (FLN), mouvement politique algérien créé en novembre 1954 en vue d'obtenir l'indépendance vis-à-vis de la France, eut recours à l'aide chinoise. Pékin lui fournit son aide et ne manquait pas de citer l'exemple algérien comme une source d'inspiration pour les autres peuples coloniaux. La prompte reconnaissance du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) par le gouvernement chinois en est une illustration. Cette légitimation du GPRA permit l'accroissement des échanges entre les deux parties. Il faut souligner que l'engagement chinois au bénéfice du FLN algérien était le premier engagement dans une lutte anticoloniale ayant pour théâtre le sol africain<sup>1</sup>.

### **Difficile exportation de la cause révolutionnaire (1960-1965)**

1960 peut être considéré comme l'an I de l'expansion du modèle révolutionnaire chinois sur le continent africain. Deux événements vont concourir à cette nouvelle donne : le schisme entre la Chine et l'Union soviétique et la naissance de nombre d'acteurs étatiques en Afrique. Les différends idéologiques sino-soviétiques se traduisirent par l'apparition de deux mouvances au sein du tiers-monde en général, en Afrique en particulier. D'un côté, les Soviétiques, pour qui la préoccupation primordiale était d'éviter toute confrontation avec les États-Unis, accordaient leur soutien aux non-alignés et reléguèrent les luttes anticoloniales au second plan. De l'autre, les Chinois avaient une nette préférence pour les luttes de libération nationale. Ces approches antagonistes se transposèrent en conflit opposant la Chine à l'Union soviétique sur le continent africain jusqu'au début des années 1980.

La stratégie diplomatique chinoise va, dès lors, s'articuler autour d'une vision binaire : essayer de sceller une amitié indissociable avec le plus grand nombre de pays africains pour asseoir son aura internationale, combattre les hégémonies américaine et soviétique qui cherchent à la confiner dans un rôle secondaire. Solidarité militante et anti-impérialisme, Pékin percevait le continent sous un prisme essentiellement stratégique. L'Afrique était traversée par un processus révolutionnaire que la Chine

1. Bruce Larkin, *China and Africa 1949-1970*, *op. cit.*, p. 39.

avait déjà vécu. « Dans la vague de l'Asie [...] la tempête révolutionnaire a touché l'Afrique » écrivait un observateur chinois<sup>1</sup>. De surcroît, selon une vision chinoise, l'expérience révolutionnaire d'un pays agricole et pauvre était de loin la mieux adaptée aux conditions africaines.

Après l'établissement des premières relations diplomatiques, la Chine dépêcha un émissaire pour confirmer son intérêt et son soutien aux causes africaines. Lorsque le Premier ministre Zhou Enlai entreprit avec le ministre des affaires étrangères Chen Yi, une grande tournée africaine entre décembre 1963 et février 1964<sup>2</sup>, l'objectif était de rappeler que la Chine et l'Afrique partageaient la même expérience. Zhou Enlai fit partout un plaidoyer en faveur du caractère neutre de l'aide chinoise, réitérant le respect d'autrui, affirmant la volonté de non-ingérence dans les problèmes africains. À la convergence des combats politico-stratégiques sino-africains s'accompagnait l'efficacité d'une politique d'aide audacieuse. En matière d'aide et d'assistance au développement, la Chine se montra particulièrement solidaire des pays africains. Paradoxalement, en dépit de la précarité de sa situation, la Chine n'hésita guère à aider considérablement des gouvernements et des groupes proches à travers le continent. Entre 1958 et 1961, la Guinée reçut environ 30 000 tonnes de riz. Historiquement, cette période, qui s'ouvre avec le lancement en Chine de la politique du « Grand Bond en avant » dès l'hiver 1957, avait été marquée par de mauvaises récoltes et une famine conséquente ayant causé le décès d'entre 18 et 23 millions de paysans<sup>3</sup>. « Le pauvre au secours du pauvre », c'est par cette formule percutante que Zhou Enlai résuma l'assistance chinoise envers l'Afrique lors de son voyage sur le continent<sup>4</sup>.

Cette proximité était, par ailleurs, renforcée par la présence des premiers coopérants chinois sur le continent. Des vertus de la médecine traditionnelle chinoise à l'édification des palais du peuple, les « missionnaires chinois » avaient reçu un accueil des plus chaleureux renforçant ainsi l'élan de sympathie des Africains envers leur pays.

---

1. Feng Chih-Tan, « Africa's Awakening », *Peking Review*, n° 27, 5 juillet 1960, p. 13-18.

2. Zhou Enlai visita les pays suivants l'Égypte, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Ghana, le Mali, la Guinée, le Soudan, l'Éthiopie et la Somalie. Voir P. Richer, *La Chine et le tiers-monde*, Paris, Payot, 1971, p. 268-271.

3. Alain Roux, *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., p. 103.

4. Philip Snow, *Star Raft. China's Encounter with Africa*, op. cit., p. 145.

## Le réajustement (1965-1970)

La progression chinoise sur le continent, il faut le souligner, ne se fait toutefois pas sans encombre. L'idéalisme des États à peine issus de l'ère coloniale en fut un. Leurs pays récemment décolonisés, les leaders africains espéraient garder une neutralité vis-à-vis des disputes de la guerre froide. D'emblée amenés à croire au caractère altruiste et solidaire de l'assistance chinoise, les Africains se montrèrent réticents à la tentative d'instrumentalisation idéologique chinoise. En effet, l'attitude chinoise encline à tout ramener aux querelles avec les grandes puissances menaçait de circonscrire l'indépendance des États africains et surtout, de les soumettre à une nouvelle tutelle, chinoise cette fois-ci. En outre, les leaders africains n'appréciaient pas toujours que leurs pays soient perçus en termes utilitaires. La quintessence des indépendances, selon eux, était de créer un continent où la compétition stratégique mondiale n'aurait pas à avoir lieu et, où il devait y avoir de la place pour des valeurs humaines. Le Ghana, la Guinée et la Tanzanie étaient contre le renversement d'Ahmed Ben Bella, et déploraient que Pékin ne pense qu'à l'organisation de la conférence d'Alger ou « second Bandung<sup>1</sup> ». La conférence Afro-Asiatique d'Alger devait se tenir en juin 1965, mais fut reportée suite au renversement du président algérien.

La pression diplomatique-idéologique chinoise créa des ruptures de relations amicales. D'autant que plusieurs dirigeants, avec lesquels Pékin avait étroitement collaboré, étaient victimes de l'insurrection des armées. Au Ghana, en février 1966 le président Kwame Nkrumah fut victime d'un coup d'État alors qu'il se trouvait en visite en Chine. Au Mali, le coup d'État du 19 novembre 1968, atténua l'influence de la Chine – un des motifs évoqué par ses auteurs était le refus de l'« assimilation » du Mali à la Chine<sup>2</sup>. En République centrafricaine, la peur de la Chine entraîna le renversement du président David Dacko, jugé trop proche de Pékin. Au Burundi, un ministre pro-occidental avait été assassiné par un mécontent qui dit avoir été payé par la Chine. Son successeur exonéra

---

1. Alaba Ogunsanwo, *China's Policy in Africa, 1958-1971*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974, p. 130.

2. Philippe Richer, *La Chine et le tiers-monde, op. cit.*, p. 277.